



## **VOILE INNOVATION FORMATION - VIF**

### **CONDITIONS GÉNÉRALES DE VENTE**

#### **(Formation professionnelle)**

#### **OBJET ET CHAMP D'APPLICATION**

Suite à la commande d'une formation le client accepte sans réserve les présentes conditions générales de vente qui prévalent sur tout autre document de l'acheteur, en particulier ses conditions générales d'achat.

#### **INFORMATIONS PRATIQUES**

Pour inscrire un ou plusieurs collaborateurs de votre entreprise au stage de formation de votre choix, il vous suffit de nous retourner le bulletin d'inscription dûment complété par courrier ou par mail au plus tard 20 jours avant la date de démarrage du stage. Une confirmation de l'inscription vous sera adressée en retour. Avant le démarrage du stage, une convocation récapitulant les détails pratiques d'organisation du stage de formation (date, lieu, horaires, accès...) sera adressée au référent formation mentionné sur le Bulletin ou au stagiaire individuel.

#### **CONDITIONS GÉNÉRALES D'INSCRIPTION**

L'inscription à un stage de formation proposé par VIF se fait directement auprès du service mentionné sur le programme détaillé, au moyen du bulletin d'inscription. Une inscription effectuée par tout autre moyen ne sera considérée comme définitive que sur réception du bulletin d'inscription.

A défaut, VIF se réserve le droit de disposer de la place au bénéfice d'un stagiaire issu d'une autre entreprise.

#### **PREREQUIS**

VIF spécifie dans ses programmes les connaissances initiales requises (prérequis) pour suivre chacune de ses formations dans des conditions optimales. Il appartient au client de s'assurer que tout stagiaire inscrit à une formation satisfait bien les prérequis spécifiés sur le programme de formation correspondant. VIF ne peut en conséquence être tenue pour responsable d'une éventuelle inadéquation entre la formation suivie et le niveau initial des participants.

#### **DOCUMENTS CONTRACTUELS**

A la demande du Client, Voile Innovation Formation lui fait parvenir en double exemplaire une convention de formation professionnelle continue telle que prévue par la loi. Le client engage Voile Innovation Formation en lui retournant dans les plus brefs délais un exemplaire signé et portant son cachet commercial.

Une inscription est définitivement validée lorsque le présent document est signé.

A l'issue de cette formation, une attestation de présence est adressée au Service Formation du Client.

#### **PRIX ET MODALITÉS DE PAIEMENT**

Les prix indiqués sur nos programmes de stage sont des prix toutes taxes comprises.

Ces prix comprennent :

- les frais pédagogiques
- les supports remis aux stagiaires soit en version papier, soit en version dématérialisés au choix de VI. Ces supports sont la propriété exclusive de VIF ; l'entreprise et le stagiaire s'interdisent d'utiliser, de transmettre, reproduire ou transformer tout ou partie de ces supports, sans un accord exprès de VIF.

Les frais d'inscription à un stage proposé par VIF sont à acquitter obligatoirement et en totalité au moment de l'inscription. Néanmoins cette disposition ne s'applique pas :

- aux entreprises adhérentes à un Opérateur de Compétences (OPCO) et qui auront obtenu un accord de prise en charge des frais de formation. Il appartient à l'entreprise de faire la demande de prise en charge auprès de l'OPCO qu'il aura désigné.

En cas de non-paiement (total ou partiel) par l'OPCO, l'entreprise restera redevable et sera facturée du montant correspondant. Ce montant sera immédiatement exigible.

- aux personnes souhaitant suivre une formation professionnelle à titre individuel : le paiement pourra être échelonné sur étude individualisée, la dernière échéance devant intervenir au plus tard le dernier jour de stage.

En cas d'inscription à un stage de formation continue se déroulant sur plusieurs mois, un acompte de 200 € sera exigé à l'inscription, suivi de prélèvements mensuels calculés sur la durée du stage. En cas de non-paiement d'une seule échéance, le stagiaire ne pourra plus se présenter à la suite de la formation, sachant que le montant total reste dû.

## **PENALITES DE RETARD**

En cas de retard de paiement, seront exigibles, conformément à l'article L 441-6 du code de commerce, une indemnité calculée sur la base de trois fois le taux de l'intérêt légal en vigueur ainsi qu'une indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement de 40 euros. Ces pénalités sont exigibles de plein droit, dès réception de l'avis informant le Client qu'elles ont été portées à son débit.

## **REFUS DE COMMANDE**

Dans le cas où un Client s'inscrirait à une formation VIF, sans avoir procédé au paiement des formations précédentes, VIF pourra refuser d'honorer la commande et lui refuser sa participation à la formation, sans que le Client puisse prétendre à une quelconque indemnité, pour quelque raison que ce soit.

## **CONDITIONS D'ANNULATION ET DE REPORT DE L'ACTION DE FORMATION**

Toute annulation par le Client doit être communiquée par écrit. Pour toute annulation, fût-ce en cas de force majeure :

- si une annulation intervient avant le début de la prestation et que l'action de formation est reportée dans un délai de 12 mois à compter de la date de la commande, la totalité du règlement du client sera portée au crédit du Client sous forme d'avoir imputable sur une formation future. Si aucun report n'a été effectué dans ce délai de 12 mois le règlement restera acquis à VIF à titre d'indemnité forfaitaire.
- si une annulation intervient pendant la formation, le règlement reste acquis à VIF à titre d'indemnité forfaitaire.

En cas de subrogation, le Client s'engage à payer les montants non pris en charge par l'OPCO.

## **CONDITIONS D'ANNULATION ET DE REPORT D'UNE SEANCE DE FORMATION**

Le client peut annuler une séance de formation dans la mesure où cette annulation survient au moins trois jours ouvrés avant le jour et l'heure prévus. Toute annulation d'une séance doit être communiquée par téléphone et par mail. La séance peut ensuite être reportée selon le planning du formateur.

## **MEDIATION DE LA CONSOMMATION :**

Les litiges nationaux ou transfrontaliers qui viendraient à se produire à propos de la validité, de l'interprétation, de l'exécution ou de l'inexécution, de l'interruption ou de la résiliation de la présente convention, peuvent être soumis à la médiation de la consommation à la demande du consommateur.

La médiation de la consommation désigne un processus de règlement extrajudiciaire des litiges, par lequel un consommateur et un professionnel tentent de parvenir à un accord pour résoudre à l'amiable un litige qui les oppose, avec l'aide d'un tiers, le médiateur. A défaut d'accord amiable entre les parties, le médiateur leur propose une solution pour régler le litige.

Le consommateur ne peut toutefois saisir le médiateur qu'à la condition d'avoir préalablement fait une démarche par écrit directement auprès du professionnel concerné ou de son service client pour tenter de résoudre son litige. Si cette démarche n'est pas effectuée, la demande de médiation sera irrecevable.

La liste de l'ensemble des médiateurs agréés par la Commission d'évaluation et de contrôle de la médiation de la consommation (CECMC) est accessible sur son site internet :

<https://www.economie.gouv.fr/mediation-conso/liste-des-mediateurs-references>

Le litige ne peut notamment être examiné par le médiateur si :

- le client ne justifie pas avoir tenté, au préalable, de résoudre son litige directement auprès de VIF par une réclamation écrite,
- la demande est manifestement infondée ou abusive,
- le litige a été précédemment examiné ou est en cours d'examen par un autre médiateur ou par un tribunal,
- le consommateur a introduit sa demande auprès du médiateur dans un délai supérieur à un an à compter de sa réclamation écrite auprès de VIF
- le litige n'entre pas dans son champ de compétence.

La médiation est gratuite pour le client (sauf si celui-ci a volontairement recours à un avocat, un tiers de son choix ou un expert).

Le médiateur ne pourra recevoir aucune instruction des parties ni être rémunéré en fonction du résultat.

La médiation des litiges de consommation est soumise à l'obligation de confidentialité prévue par l'article 21-3 de la loi n° 95-125 du 8 février 1995 relative à l'organisation des juridictions et de la procédure civile, pénale et administrative.

Les parties demeurent libres de soumettre leur litige à un juge dans le cadre des dispositions légales applicables.

### **CONFORMITÉ DES LIEUX**

Pour les formations prestées dans les locaux des stagiaires, les entreprises devront respecter la conformité des lieux devant accueillant des formations en matière de sécurité, d'hygiène, accessibilité, de disponibilité des moyens.

### **PROTECTION DES DONNÉES À CARACTÈRE PERSONNEL**

Les informations à caractère personnel qui sont communiquées par le Client à VIF en application et dans l'exécution des formations pourront être communiquées aux partenaires de VIF pour les seuls besoins desdits stages. Les données sont sécurisées et conservées pendant la relation client. Conformément aux dispositions de la loi 2018-493 du 20 juin 2018 relative à la protection des données personnelles, le Client peut exercer son droit d'accès, de rectification, d'opposition, de limitation et de portabilité en s'adressant à [info@vif2a.com](mailto:info@vif2a.com) ou par courrier postal adressé à VIF, Rés. Cala di Sole Bât A3, Rue Elie Exiga 20 090 AJACCIO.

### **RENONCIATION**

Le fait, pour VIF de ne pas se prévaloir à un moment donné de l'une quelconque des clauses présentes ne peut valoir renonciation à se prévaloir ultérieurement de ces mêmes clauses.

### **OBLIGATION DE NON SOLLICITATION DE PERSONNEL**

Le Client s'engage à ne pas débaucher ou embaucher le personnel de VIF ayant participé à l'exécution du contrat, pendant toute la durée de celui-ci et pendant les deux années civiles qui suivront la cessation des relations contractuelles. En cas de non-respect de la présente obligation, le client devra verser à VIF à titre de clause pénale une indemnité égale à douze fois le dernier salaire, charges patronales en sus, du salarié indûment débauché.

### **LOI APPLICABLE**

La loi française est applicable en ce qui concerne ces Conditions Générales de Ventes et les relations contractuelles entre VIF et ses Clients.

### **ATTRIBUTION DE COMPETENCE**

Tous litiges qui ne pourraient être réglés à l'amiable seront de la compétence exclusive du Tribunal judiciaire d'AJACCIO, quel que soit le siège ou la résidence du Client, nonobstant pluralité de défendeurs ou appel en garantie. Cette clause attributive de compétence ne s'appliquera pas au cas de litige avec un Client non professionnel pour lequel les règles légales de compétence matérielle et géographique s'appliqueront. La présente clause est stipulée dans l'intérêt de VIF qui se réserve le droit d'y renoncer si bon lui semble.

### **ELECTION DE DOMICILE**

L'élection de domicile est faite par VIF a son siège : Rés. Cala di Sole Bât A3, Rue Elie Exiga 20 090 AJACCIO.

Ma signature et/ou mon cachet :

Date :

Bon pour accord,

Signature :

Nom prénom, qualité de l'entreprise :

Entreprise :